La justice condamne des recouvrements abusifs de cotisations

→ par Philippe Aubry, responsable du secteur Situation des personnels

Lorsque l'établissement verse les cotisations collectées sur les rémunérations des agents à l'ERAFP, il procède à un précompte mensuel sur les salaires. Or il arrive que des sommes, par oubli ou par erreur, ne soient pas collectées. Si l'employeur a le pouvoir de recouvrer ces sommes, il est tenu de le faire dans le respect de la loi...

La retraite additionnelle de la fonction publique (RAFP), créée en 2005, est un régime par capitalisation auquel sont assujettis les fonctionnaires. L'assiette de la cotisation est basée sur les rémunérations non soumises à retenue pour pension : heures complémentaires, indemnité de résidence, SFT, primes et indemnités non représentatives de frais... dans la limite de 20 % du traitement indiciaire. Son taux est de 5 % tant pour l'agent que pour l'employeur, alors que dans le régime de base, l'employeur assume une part bien plus importante que l'agent. Les prestations servies ne sont pas garanties. Elles dépendent des placements financiers de l'ERAFP, établissement public qui gère le régime. Les cotisations collectées par l'employeur sur les rémunérations sont reversées à l'ERAFP. Pour cela, il procède à un précompte mensuel sur

le salaire de l'agent. Il arrive qu'à la suite d'erreurs ou d'oublis de l'administration, certaines sommes ne fassent pas l'objet d'un précompte. Si l'employeur est alors fondé à recouvrer la cotisation auprès de l'agent, c'est dans le respect des durées de prescription en vigueur. En 2012-2013, à la suite de nombreux recouvrements par des universités de cotisations sur des périodes remontant jusqu'en 2005, le SNESUP avait interpellé l'administration. En réponse, le ministère de la Fonction publique avait invoqué une prescription quinquennale (cf. notre dossier sur www.snesup.fr/rappels-de-cotisations-retraite-additionnelle-de-la-fonction-publique-rafp). Mais malgré notre demande, le ministère de l'Enseignement supérieur s'est – une fois de plus – abstenu d'intervenir auprès d'établissements qui continuaient

d'exiger le paiement de cotisations relatives à des rémunérations antérieures aux cinq dernières années, ne laissant aux intéressés que la solution de la voie contentieuse pour faire respecter le droit. Confrontés à la surdité de la direction de l'INSA de Lyon à tous les arguments qu'ils présentaient, certains de nos militants ont saisi la justice. Le tribunal administratif de Lyon leur a donné totalement raison cet été*. Il confirme que c'est abusivement que l'INSA de Lyon a réclamé les cotisations de RAFP frappées par la prescription quinquennale. Le juge a enjoint l'établissement à rembourser à notre camarade les sommes concernées, augmentées de 100 euros au titre des frais exposés pour la procédure. Le SNESUP enregistre avec satisfaction cette décision favorable. Il n'en reste pas moins que beaucoup de collègues ont versé des sommes

indues à leur établissement sous la pression et les menaces. Ils sont fondés à en demander le remboursement au titre de l'article 1302-1 du Code civil : « Celui qui reçoit par erreur ou sciemment ce qui ne lui est pas dû doit le restituer à celui de qui il l'a indûment reçu. » Un recours auprès du tribunal (après un recours gracieux) est possible dans le délai de cinq ans après la date de leur paiement.

Enfin, les cotisations RAFP non précomptées depuis le 30 décembre 2011 ne devraient pas faire l'objet de recouvrement au-delà d'un délai de deux ans. De notre avis, elles sont assimilables à des créances résultant de paiements indus en matière de rémunération d'agents publics, bénéficiant de la prescription biennale prévue à l'article 37-1 de la loi n° 2000-321. ●

(*) TA de Lyon, 6 juillet 2016, n° 1304928.